

AIX-MARSEILLE



Bataille politique autour de la collecte des déchets

Les capacités de la Métropole à assurer la gestion des déchets, y compris dans l'urgence, sont pointées du doigt par la mairie de Marseille, qui veut reprendre la main. P. 5

EXERCICE MILITAIRE

Embarquement immédiat pour 24 h à bord du Tonnerre

Six spots de décollage, quinze niveaux et un équipage pouvant passer de 16 à 18h sur le pont... Basé à Toulon, le Tonnerre a ouvert ses portes à « La Marseillaise » à l'occasion de l'inedit exercice interarmées « Cormoran 21 », qui implique armée de Terre, de l'Air et Marine. L'opportunité de découvrir un univers, des pilotes, des mécaniciennes... et des « chiens jaunes » P. 14 et 15



La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal
le plus
chanté
de France

MARSEILLE, TOULON, ARLES...

Première salve !



Refuser un monde d'après pire que celui d'avant : les travailleurs ont fait bloc durant la première manifestation interpro depuis 2019. P. 2 à 4

Tous les
mercredis

La chronique OM
de **KARIM DIOUF**

« La
capacité et
le devoir de
se qualifier »

P. 27



PHOTO M.E.T.

CINÉMA



PHOTO BONFILMS

Dernier James Bond à la marque de Daniel Craig

« Mourir peut attendre » sort enfin dans les salles ce mercredi. Ce sera le dernier où le célèbre agent secret emprunte les traits de l'acteur britannique. P. 18

ÉDITORIAL

Léo Purguette

Un monde en gestation

● La mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle de ce mardi est une réussite. Après des mois de restrictions sanitaires et de difficultés quotidiennes, elle témoigne de la force des exigences sociales dans un pays où le « quoi qu'il coûte » présidentiel ne peut valoir que pour les patrons. Les premiers de corvées étaient dans la rue pour demander justice. Emploi, salaires, retraites, la crise sanitaire a totalement remis en cause les dogmes de l'austérité. Les patrons de l'hôtellerie et de la restauration ont d'ailleurs reconnu l'indispensable augmentation des salaires, compte tenu de leurs recettes. Les travailleurs de première et seconde lignes méritent enfin la reconnaissance qui leur est due.

Toutes les revendications portées par ces manifestations contiennent le progrès social

Alors que l'extrême droite trône les écrans et dicte l'agenda de la campagne présidentielle, les mobilisations sociales comme celles de ce mardi sont des points d'appui pour l'avenir. Toutes les revendications portées par ces manifestations contiennent un monde nouveau. Il peine à naître et selon l'anticipation de Gramsci, l'ancien monde a du mal à mourir. Dans cet entre-deux surgissent les monstres. À commencer par Zemmour et ses partisans. La Marseillaise, journal fondé par la Résistance à l'occupation nazie, ne peut pas rester indifférente à ce phénomène de foire. L'antidote à cet extrémisme porte un nom : c'est le progrès social. Tout un monde en gestation.



◀ Le monde du travail a donné de la voix à Arles, où une manifestation était aussi organisée, sur les mêmes mots d'ordre que dans le reste du territoire : pour la défense de l'emploi et des services publics.

PHOTO DR



▲ Les drapeaux de la CGT et des autres syndicats qui appelaient à la grève et à la manifestation, ce mardi 5 octobre, ont flotté à Draguignan également. PHOTO DR

Les syndicats exigent un

MARSEILLE

La première grande manifestation intersyndicale et interprofessionnelle depuis décembre 2019 a donné le ton de la rentrée sociale 2021. Le monde du travail fait bloc pour refuser un monde d'après pire que celui d'avant.

Vingt-cinq mille selon les organisations (CGT, FO, FSU, Solidaires et les syndicats lycéens et étudiants, re joints par le CNT) et 35 000 selon la préfecture, à battre le pavé depuis la porte d'Aix. L'écart de pointage est toujours aussi large. À la mesure des positions et de l'absence de dialogue entre gouvernement et syndicats. « *Macron n'a tiré aucune leçon de la crise sanitaire. Alors que les Français s'enfoncent dans la misère, les politiques d'austérité sont à nouveau sur la table* », constate Annie, retraitée de la CPAM 13, derrière la banderole CGT des organismes sociaux.

Retraites, assurance-chômage, Sécurité sociale, services publics : la casse sociale continue. Hôpital public et privé, services sociaux, transports (RTM, cheminots et marins), énergie, éducation, grande distribution, métallurgie, pétrochimie, aéronautique, construction ou spectacle... tous secteurs d'activité confondus, ils étaient nombreux pour « *mettre un coup d'arrêt* » au massacre. Des drapeaux de militants progressistes (PCF, LFI, NPA, LO) flottaient également dans les rangs de ce grand cortège qui est descendu jusque devant la préfecture.

Derrière l'intersyndicale, les travailleurs de la centrale thermique de Gardanne étaient nombreux dans la manifesta-

tion. Leur lutte pour conserver les emplois et le niveau de production nécessaire aux besoins de la population, se heurte à l'incohérence des décisions de l'État. « *Le charbon, c'est moins d'1 % de la pollution* », martèle Nadir Hadjali, représentant CGT. « *On veut nous fermer, alors que des foyers sont en précarité énergétique et il n'y a aucun accompagnement vers la reconversion* ». Vincent Martelli rappelle que « *150 emplois sont menacés et 40 ont déjà été supprimés. La tranche biomasse n'est pas sécurisée et le reclassement n'est pas en place* ». Le député (PCF) Pierre Dharréville a bien « *interpellé le préfet* » pour débloquer une aide au financement du projet des salariés,

« On a travaillé, on refuse cette dégradation des droits »

Cathy Cau, retraitée CGT

« *mais rien ne bouge* ». Les salariés ont rendez-vous ce mercredi matin avec la Direccte.

Attaques massives sur l'emploi et les droits

En dépit du Ségur, le monde de la santé continue de sombrer. Très inquiète « *des limites de l'hôpital public, avec les fermetures de lits, les moyens humains manquant et le manque d'attractivité* », Audrey Jolibois, responsable FO à l'AP-HM, exige « *un vrai plan de rattrapage* ». À la CAF, « *le milliard d'économies dont se targue l'État se fait déjà ressentir sur les prestations des allocataires* », observe Frédéric Petit, de FO Carsat. Un pouvoir d'achat encore attaqué avec la réforme des retraites. « *On doit se priver de soins pour vivre et se loger !* », souligne Cathy Cau, militante CGT, pour qui « *on a travaillé toute*



notre vie. On ne peut pas admettre de voir nos droits se dégrader ».

La perte d'emplois massive ajoutée à la détresse des jeunes. « *On n'a rien à leur proposer* », déplore Djoudi Tagueltint, conseiller d'une mission locale. « *L'État augmente les dispositifs d'accompagnement, mais sans les moyens humains. On manque de temps et on nous met la pression : on ne fait plus que du*

chiffre. » Les agents de la collecte des ordures étaient également présents, car « *la situation n'est pas aussi clairement réglée* » que le laisse entendre la Métropole. Politique de désinformation et autoritarisme étaient mis au pilori. « *Il ne reste que la rue pour se faire entendre* », regrette une militante anti-pass, qui se bat « *contre les coups de pressions sur nos libertés* ».

Myriam Guillaume

► Les militants toulonnais ont répondu massivement présents pour la manifestation qui s'élance de la place de la Liberté. Agents hospitaliers, privés d'emplois ou retraités étaient au rendez-vous. PHOTO DR



▼ « La Marseillaise » était au plus près des travailleurs, avec notamment la vente du titre dans la manifestation phocéenne. PHOTO A.B.



retour aux essentiels

« Sans les travailleurs, le pays ne tourne plus »

Olivier Mateu
CGT

« Les politiques qui sont mises en œuvre mènent le pays à la ruine : 1 million d'emplois détruits et par conséquent, 1 million de personnes jetées dans la pauvreté. En parallèle, on voit 540 milliards d'euros qui sont mobilisés essentiellement pour les entreprises du CAC 40 et les ménages les plus riches, mais au nom de quoi ? Ils continuent à fermer des lits dans les hôpitaux, à fermer des entreprises, à supprimer des fonctionnaires, encore une fois, au nom de quoi ? Les travailleurs doivent prendre conscience qu'ils ont en main la création des richesses qui leur sont volées. Pendant le confinement, la démonstration a été faite que sans eux, le système ne tourne plus. Les organisations syndicales doivent offrir des temps de convergence, un cadre de lutte commun, pour pouvoir se défendre partout et arracher du progrès social. Le choix aujourd'hui est simple : soit on laisse les grandes sociétés financières



mettre la main sur nos vies, soit on met un coup d'arrêt à tout cela. Les 32 heures par semaine, il y a largement de quoi les financer, la retraite à 60 ans aussi. Ce sont des choix politiques, car on sait qu'il y a de l'argent. Après cette journée, qui est une réussite pour la CGT, il faut rapidement qu'un calendrier soit mis en place. Dans le département, nous préparons une initiative pour le retour d'Emmanuel Macron. Pour lui faire passer un message très clair. »

« Le gouvernement est enfermé dans ses logiques »

Michel Lepoitevin
Solidaires

« Nous sommes là pour marquer notre opposition à toutes les attaques du gouvernement. Dire que nous ne lâcherons rien et que nous sommes toujours présents. Sur l'assurance-chômage, malgré nos victoires au Conseil d'État, le gouvernement mène la même réforme à une virgule près. Le capitalisme s'est très bien sorti de la crise sanitaire, on le voit une nouvelle fois avec l'affaire des Pandora Papers, cela conforte nos analyses et nos propositions. Le gouvernement est enfermé dans ses volontés de réformes libérales, et ce coûte que coûte. »



« Nous ne sommes pas résignés »

Franck Bergamini, FO

« Aujourd'hui, Force ouvrière rappelle au gouvernement que malgré la situation, nous ne sommes pas totalement résignés. On voit que le gouvernement ne recule devant rien, même avec l'épidémie. Il nous a quand même infusé sa réforme de l'assurance-chômage, malgré nos mises en garde, les recours... Elle a pour but de créer de la précarité supplémentaire et nous sommes aussi là pour nous faire entendre à ce sujet. De même pour la réforme des



retraites, on ne veut pas en entendre parler, c'est un casus belli ! On veut aussi mettre le curseur sur l'augmentation générale des salaires. »

« L'ascenseur social est en panne »

Caroline Chevé FSU

« Le message que la FSU envoie au gouvernement est clair : il faut développer les services publics. Et à tous les niveaux, dans l'hôpital, dans la protection judiciaire de la jeunesse, l'Éducation nationale. Aujourd'hui, l'ascenseur social est en panne. Nous n'arrivons plus à amener les élèves à la réussite, car trop de postes sont supprimés. Ils ont dégradé progressivement les conditions d'études des élèves et les conditions de travail des enseignants. Les deux sont



corrélés. Les jeunes étudiants ne se destinent plus à ces métiers, car ils sont difficiles et mal payés. On n'arrive pas à faire face à la crise des recrutements. »

Pas question pour les travailleurs, remerciés après le confinement pour avoir été présents dans les hôpitaux ou derrière les caisses enregistreuses des grandes surfaces, de continuer à faire les frais des politiques d'austérité. PHOTO A.B.

Ailleurs en France, l'augmentation des salaires comme leitmotiv

MANIFESTATION

Salariés, chômeurs, étudiants ont manifesté mardi dans toute la France pour exiger des « réponses urgentes », notamment sur la question des salaires, et pour remettre les questions sociales au cœur du débat, à un peu plus de six mois de la présidentielle.

À Paris, plusieurs milliers de personnes, -25 000 selon la CGT- sous forte présence policière, se sont élancées peu après 14h de la place de la République vers Opéra, où le cortège s'est dispersé vers 16h30 sans incident, ont constaté des journalistes de l'AFP. La banderole de tête proclamait : « retraites, salaires, services publics, assurance chômage, non à la régression sociale, non au pass sanitaire comme outil de répression ». Dans le cortège, les manifestants clamaient les mêmes mots d'ordre : « Jeunes actifs, chômeurs et retraités, c'est tous ensemble qu'il faut lutter. Jeunes actifs, chômeurs et retraités, c'est tous ensemble qu'on va gagner ».

« On ne va pas attendre le lendemain de l'élection présidentielle pour augmenter les salaires », a résumé avant le départ le leader de la CGT, Philippe Martinez, qui avait réclamé la veille des « réponses urgentes ». « Il y a un problème de salaires dans ce pays », a-t-il insisté, rappelant que son syndicat propose une hausse de 20 % du Smic.

Plus de 200 points de rassemblement

La position est similaire du côté de FO, qui met aussi le curseur sur la question des salaires. « Les augmentations de prix, qui sont venues accentuer la pression sur le pouvoir d'achat, montrent à quel point elle est centrale », a relevé de son côté Yves Veyrier, secrétaire général de Force ouvrière, réclamant une « revalorisation urgente de tous ces métiers scotchés au Smic » et disant s'adresser « autant à ceux qui nous gouvernent qu'à ceux et celles qui aspirent à nous gouverner demain ». Le syndicat Solidaires propose aussi une augmentation générale des revenus. « On revendique un Smic à 1 700 euros net et une augmentation des pensions pour qu'il n'y ait pas de pension de retraite au-dessous » du Smic, a résumé le co-délégué général de l'union syndicale Solidaires, Simon Duteil.

Quelque 200 points de rassemblement étaient prévus sur



25 000 à Paris selon la CGT. PHOTOS AFP

l'ensemble du territoire, selon la CGT. À Lyon, la police a décompté 2 300 participants (6 000 selon la CGT). Ils étaient 2 400 à 5 000 selon les sources à Toulouse, 1 550 à 4 000 à Bordeaux, 2 400 à 3 500 à Nantes.

L'appel à la grève qui accompagnait cette journée de manifestations était cependant assez peu suivi dans les transports, la SNCF ayant prévu un trafic « normal » pour les TGV, et « quasi normal » pour les TER, hormis des perturbations en Normandie. À la RATP, le trafic était normal sur les réseaux métros, RER (A et B) et tramway, sauf le tramway T3 A, « très perturbé ». Dans l'Éducation nationale, le ministère signalait en milieu de journée 4,06 % de grévistes en moyenne parmi les enseignants.

Même colère à Lille, Rennes...

Rappelons que les syndicats CGT, FO, Solidaires, FSU, ainsi que les organisations de jeunesse Fidl, MNL, Unef et l'UNL, avaient appelé à cette journée

interprofessionnelle de grève et de manifestation dès le 30 août. Outre la revalorisation du Smic, ils soulignaient dans un texte commun « l'urgence de revaloriser les grilles de classification des branches professionnelles », mais aussi « le point d'indice de la fonction publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'étude ».

À Lille, où beaucoup de soignants étaient également présents, de même que des fonctionnaires territoriaux, des salariés du privé, notamment de Carrefour ou Dalkia, étaient aussi descendus dans la rue. Selon Ahameda Adjibou, éducatrice de personnes handicapées et délégué FO, « plus personne ne veut venir travailler dans l'association médico-social, vu les petits salaires (1 800 euros net pour un éducateur avec 10 ans d'expérience) ». Résultat : « on prend des intérimaires, ce qui est désastreux pour les patients suivis qui ont besoin de continuité ». À Rennes, Michèle, 64 ans, infirmière à la retraite, a dit espérer une « révolution ». Elle est ve-

nue pour « montrer (son) mécontentement par rapport à tout ce que Macron prépare sur le pouvoir d'achat, les retraites, la situation des étudiants ».

L'assurance chômage dans le viseur

Partout en France, les rangs des manifestants étaient grossis par les opposants à la réforme de l'assurance chômage, entrée en vigueur vendredi, et qui aboutit à réduire les indemnités des privés d'emplois dits « permis-tents », qui n'ont d'autres choix que d'enchaîner contrats courts et périodes de chômage. L'ensemble des syndicats devraient déposer des recours contre la réforme cette semaine, et notamment le premier d'entre eux, la CFDT, qui n'a cessé de la dénoncer, mais ne s'est pas jointe aux manifestants mardi. Autre point de vigilance, la question des retraites, qui continue de planer sur la fin de mandat d'Emmanuel Macron et sera un sujet incontournable de la campagne présidentielle.

A.B. avec AFP

RÉACTIONS

Pierre Dharréville, député PCF des Bouches-du-Rhône



Le député communiste de la circonscription martégale du département des Bouches-du-Rhône était présent à la manifestation à Marseille. Il a longuement échangé avec différents travailleurs, et notamment avec ceux de l'hôpital public.

Nathalie Tessier, conseillère municipale PCF à la mairie de Marseille

« À la manif », pour l'emploi les salaires et pour la défense de la fonction publique. »

Fabien Roussel, candidat PCF à la présidentielle

« Mobilisé aux côtés des élus et militants, pour l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat ! »

Loïc Prud'homme, député FI de Gironde

« Avec les camarades pour la défense des conditions de travail, la lutte contre la précarité, contre la réforme des retraites et de l'assurance chômage »

Eric Coquerel, député LFI de Seine-Saint-Denis

« Contre la casse sociale, la réforme des retraites et la réforme de l'assurance chômage. Pour la jeunesse, des salaires et une retraite dignes »

Adrien Quatennens, député FI du Nord

« Avec celles et ceux qui luttent pour leurs salaires, pour leurs emplois, pour leurs retraites. Contre la vie chère et les réformes violentes et injustes de Macron. »